



DÉCLARATION LIMINAIRE CGT ÉDUC'ACTION 06 F3SCTD DU 25 JUIN 2024

Cette dernière F3SCT de l'année se tient dans un contexte très particulier, à 5 jours du premier tour des législatives anticipées. Nul doute que le 9 juin au soir, bien qu'un peu prévisibles, les résultats aux européennes ont déjà été un choc pour bon nombre de nos collègues. Et tout récemment, des précisions ont été apportées au programme en matière d'éducation du parti qui caracole en tête des sondages. Pour que chacun·e sache exactement de quoi on parle, quelques morceaux choisis, issus de l'interview de Roger Chudeau, le « Monsieur Éducation » de ce parti, donnée au journal « les Échos » tout récemment :

- le port du voile sera interdit aux femmes accompagnant les sorties scolaires.
- envoyer les élèves perturbateurs dans des centres spécialisés où ils réaliseraient toute leur scolarité, jusqu'à leurs 16 ans, «sans possibilité de retour vers un établissement normal».
- fin du collège unique avec un examen de fin de CM2 permettant de trier les élèves ;
- les Réseaux d'éducation prioritaire (REP) seront supprimés, [...]. Les élèves de ces zones particulièrement défavorisées ne bénéficieraient plus nécessairement des mêmes enseignements que leurs camarades.
- Fini aussi le « pacte enseignant », [...]. A la place, obligation serait faite aux enseignants de remplacer leurs collègues absents. «*Nous serons sans faiblesse à ce sujet*», assure Roger Chudeau.

Les valeurs de la république sont mises à mal dans ce programme, la laïcité est piétinée, instaurant qui plus est une différenciation de traitement entre les religions. Et quand on regarde le reste des propositions de ce parti, non reprises ici mais présentes dans le programme de 2022, on conclut qu'il n'est plus question d'école émancipatrice, d'égalité des chances, de bienveillance, mais d'une école de la mise au pas, du tri suivant les origines sociales, suivant les religions, de centres de dressage pour enfants et enseignant·es. Tout cela ne peut qu'aggraver la souffrance au travail des personnels. On est à l'opposé total de ce que défend la CGT. À l'instar de ce qu'annoncent de nombreux cadres de l'Éducation Nationale dans une pétition qui prend de l'ampleur, nous déclarons dès à présent que « en conscience et en responsabilité, nous n'obéirons pas. Parce que nous servons l'État, nous déclarons dès aujourd'hui qu'aucun·e d'entre nous n'appliquera de mesures qui contreviendraient aux valeurs de la République. Nous ne serons pas les exécuteurs d'une politique contraire aux principes qui fondent notre attachement au service public d'éducation ». Sans concession aucune, la CGT continuera de combattre les idées nauséabondes de ce parti.

Pour finir, nous voudrions revenir ici sur la situation du collège Carnot à Grasse. Depuis des mois maintenant, à plusieurs reprises, les agents sur place ont alerté les services de la DSDEN et du rectorat sur leur immense souffrance au travail. De notre côté, nous avons également à maintes reprises tiré la sonnette d'alarme. Certes, des inspecteur·rices vie scolaire se sont déplacé·es, certes des collègues ont été entendu·es, mais concrètement, qu'est-ce qui a changé pour les agents de ce collège ? Quel retour ont-ils et elles eu ? Les collègues résistent encore un peu car on leur a fait croire, et nous y avons participé, que les choses pouvaient changer, que leur santé comptait, qu'une amélioration de la situation était proche. La fin de l'année est là et l'espoir s'amenuise, le sentiment d'abandon se répand. Nous vous alertons de nouveau aujourd'hui, il est impensable pour les personnels de ce collège de refaire une année scolaire identique à celle qui vient de s'écouler. Ils et elles ont besoin de réponses, leur santé en dépend.